

ASTROBUDGET 2026

perdez jusqu'à **211 000 000 000 €**



Alors que la justice sociale, nos salaires et nos retraites sont nos préoccupations principales à toutes et tous, les projets de budgets de l'État et de la Sécu offrent l'opportunité concrète soit de mieux répartir les richesses, soit de faire porter la charge aux salarié-es, aux retraité-es, aux précaires...



GAGNEZ AVEC LA CGT

à qui le tour ?

Les salarié-es malades ou accidenté-es

- Limitation des arrêts maladie à 15 jours, avec obligation de consultation pour prolonger
- Restriction des arrêts longue durée
- Limitation à 4 ans des arrêts pour accident du travail ou maladie professionnelle
- Suppression de l'avis du médecin du travail pour la reprise après un congé maternité
- Renforcement des contrôles patronaux sur les arrêts maladie

PERDANTS !

Tou·tes les patient·es

- Participation forfaitaire sur les consultations de chirurgiens-dentistes
- Nouvelle franchise médicale (lunettes, prothèses, pacemakers, pansements...)
- Hausse des franchises sur les transports médicaux
- Ponction sur les mutuelles et complémentaires = hausse des prix

PERDANTS !

Les retraité-es

- Pensions de retraite gelées en 2026, et sous l'inflation les 3 années suivantes
- Cumul emploi-retraite "simplifié" = travailler à la retraite
- Suppression de l'abattement fiscal de 10 % sur les pensions : la double peine !

PERDANTS !

Les plus précaires

- Attaque contre l'assurance chômage
- Gel des prestations sociales (invalidité, allocations familiales, APL...)
- Réduction des droits des personnes en situation de handicap ou perte d'autonomie
- Fiscalisation des indemnités des personnes atteintes d'une affection de longue durée et baisse du nombre de bénéficiaires

PERDANTS !

Le système de santé et les services publics

- Décrochage du budget de l'assurance maladie par rapport aux besoins croissants de la population
- Sous-financement des établissements de santé, conditionnement à la rentabilité et ouverture vers le privé lucratif
- Baisse des financements et suppression de postes de fonctionnaires

PERDANTS !

Les ultra riches et les grandes entreprises

- 211 milliards d'euros d'aides publiques à des entreprises privées, sans conditions, ni contrepartie, ni effet sur l'emploi
- Les dividendes et de nombreuses primes échappent à la cotisation alors qu'elles pourraient augmenter les moyens de la Sécurité sociale
- Les ultra-riches (100 millions d'euros) paient deux fois moins de prélèvement sociaux et fiscaux que nous

JACKPOT